

Avis des fonctionnaires pointés

Plusieurs sons de cloches

AJT

Libreville/Gabon

AU deuxième jour de l'opération de pointage des agents civils de l'État démarrée lundi, la mesure gouvernementale continue de faire des vagues. Et l'opération connaît des fortunes diverses dans sa mise en application effective. On a ainsi vu des responsables hiérarchiques qui ne maîtrisent pas encore le procédé du pointage, alors que des agents subalternes dénoncent à

nouveau des passe-droits... A l'observation, l'opération ne fait pas encore l'unanimité dans l'administration publique. Dans les services, murmures et autres grincements de dents sont perceptibles. "Il n'y a pas de garantie que le pointage de ces fiches se fasse sans ambiguïté. Au contraire, le pointage ouvre la voie aux règlements de compte entre supérieurs et agents que l'on sait très courant dans l'administration gabonaise", a-t-on surpris un agent de Gabon Télévisions confier à un de ses collègues.

Comme ce dernier, A. Okongo, fonctionnaire, rencontré au ministère de la Fonction publique pour des réclamations relatives à la mise sous bons de caisses encore en cours a dit trouver l'initiative bonne, mais "il faut des garde-fous. Les comportements imprévisibles de certains chefs véreux qui prennent les collaborateurs pour de potentiels adversaires vont transformer cette initiative en un véritable fiasco". Pour certains, le pointage tel que conçu sur la fiche, ne donne aucune garantie de la présence au poste de

l'agent en service. "Dites-moi où est la crédibilité dans cette affaire de pointage, lorsqu'un directeur confie la mission de veiller au renseignement du document à sa secrétaire ? Celle-ci est libre de marquer la présence de qui elle veut. Pour ma part, il s'agit là encore d'une affaire de copinage. Et les résultats sont une fois de plus prévisibles. Comme la mise sous bons de caisses, plusieurs poissons vont encore passer entre les mailles du filet du pointage", a confié R. M, un communicateur. Chef de service publicité, avis et communiqués à

Radio Gabon, Cécile Zang Zue, a indiqué que "la mesure est à saluer. Mais pour ma part, je pense que le mois d'août n'est pas idéal pour entamer une telle initiative. Plusieurs agents sont en congé et hors de Libreville. Ils risquent d'en pâtir. Pour ce qui est des professions comme les nôtres, la fiche telle qu'elle est libellée ne répond pas aux critères de notre profession. Sinon, comment pointer celui qui travaille à minuit, à 5h du matin ou encore le week-end? Le ministère devra donc revoir certains aspects de ce contrôle".

Ici et ailleurs

• Administration de proximité
Un nouveau chef pour N'kembo "Messanza"



Barthélémy Nzé Bekale est désormais le nouveau chef de quartier de N'kembo "Messanza". Il a été installé dans cette nouvelle fonction dernièrement par le maire du 2^e arrondissement de la commune de Libreville, Alexis Bengone. En présence notamment du secrétaire général de ladite circonscription administrative, Emmanuel Aboghé Ella.

Après avoir décerné au promu ses attributs du pouvoir, le maire Bengone est par ailleurs revenu sur les responsabilités d'un chef de quartier. Lequel selon l'autorité municipale "incarne l'État et doit être exemplaire en tous points de vue pour mériter respect, considération de la part de ses administrés. Il doit également veiller en toute impartialité et neutralité à la résolution des litiges à lui soumis et au maintien de la propreté dans son giron de commandement", a-t-il rappelé.

Visiblement ému, Barthélémy Nzé Bekale a témoigné sa reconnaissance aux autorités de la République pour la marque de confiance placée en sa modeste personne, tout en promettant aux uns et les autres d'assumer ses fonctions en toute loyauté.

• Vie humaine

Le pape raye la peine de mort du catéchisme de l'Eglise

Le pape François a inscrit pour la première fois dans le catéchisme de l'Eglise catholique une opposition catégorique à la peine de mort et a appelé l'Eglise à s'engager pour l'abolir "partout dans le monde". Le pape argentin, très sensible au sort des détenus auxquels il rend régulièrement visite et avocat de leur réintégration dans la société, s'est toujours opposé à la peine de mort. Pour lui, l'exécution d'un être humain "ne rend pas justice aux victimes mais attise la vengeance".

En septembre 2015, il avait ainsi exprimé sa conviction selon laquelle il fallait "protéger et défendre la vie humaine à chaque étape de son développement", dans un discours historique devant le Congrès américain, face à des élus majoritairement d'un avis contraire.

Rassemblés par SNN et AN

Assemblée générale dynamique unitaire (DU) et des organisations syndicales affiliées, hier

Une marche prévue pour le 13 août



Le président de Dynamique unitaire, Jean-Rémy Yama, appelant à la marche le 13 août prochain.

AEE

Libreville/Gabon

LA dynamique unitaire (DU) et les organisations syndicales affiliées étaient en assemblée générale hier, au stade de basket-ball d'Awendjé, à Libreville. Au cours de cette rencontre, les syndicalistes ont fustigé les mesures prises par le gouvernement dans le cadre de la réduction du train de vie de l'État. Les différents orateurs qui se sont succédé à la tribune étaient unanimes sur un point: il faut faire reculer le gouvernement. D'où l'appel lancé à tous les travailleurs par le président de DU, Jean-Rémy Yama, pour une marche le lundi 13 août

prochain en vue de défendre leurs droits.

Dans un stade noir de monde, les discours des différents orateurs, entrecoupés par des chants et autres slogans, étaient plutôt fermes. Parmi ceux-ci, le président du syndicat des magistrats du Gabon (Synmag), Germain Nguema Ella. "Ces mesures vont condamner les générations futures et précariser la population. Nous ne pouvons pas payer ce que nous n'avons pas consommé, car nous ne sommes pas responsables des dérapages. Que ceux qui les ont occasionnés assument", a-t-il souligné.

Même son de cloche de la part du président des agents de la Fonction Publique, Régis Mayomba, qui



Le stade d'Awendjé était noir de monde hier lors de l'assemblée générale de DU.

a dit: "ces mesures sont un échec. Il y a une cacophonie et des contradictions entre les membres du gouvernement qui prouvent qu'ils se sont précipités."

Pour clore, le président Jean-Rémy Yama, se réjouissant d'abord de la présence massive des travailleurs qui témoigne de la gravité de l'heure, a demandé aux uns et aux autres de vaincre la peur. "Le gouvernement a fait son choix. Ils ont leur logique et ils ne font que dérouler ce qu'ils ont prévu. Ils devraient en assumer les

conséquences." M. Yama estime que la DU a tout mis en œuvre pour être en phase avec la loi dans le cadre de la marche du 13 août. "Un syndicat a des méthodes, on commence par un préavis de grève, quand ça ne marche pas on fait la grève. Si c'est pareil on utilise d'autres moyens. Et le seul moyen pour amener le gouvernement à laisser les travailleurs tranquilles, sinon en assumer les conséquences, c'est le rapport de force et ce rapport de force, on doit l'exprimer dans la rue en respectant la loi,

parce que la loi nous autorise à occuper la rue et à marcher", a-t-il rappelé. Avant de poursuivre: "nous avons déjà déposé un courrier par voix d'huissier de justice au ministre de l'Intérieur pour annoncer que les organisations syndicales appellent tous les travailleurs à une grande marche le lundi 13 août 2018. La loi est claire, on n'a pas besoin d'autorisation pour marcher, nous informons seulement". Le début de la marche est prévu à 8 heures au Rond-point de la Démocratie.

Ben Moubamba et Barro Chambrier out

H.N.M

Libreville/Gabon

LE mouvement syndical Dynamique unitaire a tenu, hier, au stade de basket-ball d'Awendjé, dans le 4^e arrondisse-

ment de Libreville une assemblée générale en présence de plusieurs formations syndicales. C'est déterminées que les différentes parties prenantes ont affiché leur soutien aux fonctionnaires gabonaise pour faire front commun dans cette lutte engagée contre

les mesures d'austérité récemment prises par le gouvernement. Venus pour apporter leur soutien à l'action lancée par la Dynamique unitaire, Bruno Ben Moubamba, président de l'Alliance pour le changement et le renouveau (ACR) et Alexandre Barro Cham-

brier, président du Rassemblement Héritage et Modernité (RHM), tous deux pourtant membres de l'opposition, se sont vus refuser l'accès de l'enceinte sportive qui abritait l'événement par des huées pour l'un et des jets de bouteilles d'eau pour l'autre. Les nom-

breuses classes syndicales en tête desquelles le président de Dynamique unitaire, Jean Rémy Yama ont appelé les personnes présentes à plus de tolérance. Une tolérance qui devra être appliquée lors de la marche pacifique annoncée le lundi 13 août prochain.